

## Document 5. Conséquences du refus de la fusion

### Alstom-Siemens : une "non-fusion" lourde de conséquences

16h55, le 06 février 2019 , modifié à 17h01, le 06 février 2019

La question de l'avenir d'Alstom sur le long terme se pose après la décision de Bruxelles. © SEBASTIEN BOZON / AFP

**La Commission européenne a refusé de valider la fusion entre Alstom et Siemens. Un coup d'arrêt qui pourrait porter préjudice à la France mais aussi... à l'Europe.**

**ON DÉCRYPTE**

La Commission européenne inflige une claque à Alstom et Siemens. [Bruxelles a refusé mercredi la fusion des industriels français et allemand](#), espérée par les deux entreprises depuis un an et demi. Le but était de créer un géant industriel européen pour contrecarrer l'expansion de l'ogre chinois CRRC. Mais l'UE a estimé que ce rapprochement aurait créé une situation de monopole avec des conséquences sur les prix des trains et des billets. Cette décision a provoqué l'ire de Paris et Berlin et pourrait avoir de sérieuses répercussions sur l'Union européenne.

#### Pourquoi l'UE refuse-t-elle la fusion?

"La Commission a interdit la concentration parce que les entreprises n'étaient pas disposées à remédier aux importants problèmes de concurrence que nous avons relevés", a déclaré Margrethe Vestager, Commissaire chargée de la Concurrence. "En l'absence de mesures compensatoires suffisantes, cette concentration aurait entraîné une hausse des prix pour les systèmes de signalisation qui assurent la sécurité des passagers et pour les futures générations de trains à très grande vitesse", a ajouté la Danoise.

Margrethe Vestager s'était déjà inquiétée à maintes reprises des effets de ce rapprochement. Il aurait réduit le nombre d'industriels rivaux dans l'UE, ce qui aurait risqué de faire monter les prix des trains pour les compagnies ferroviaires, et celui des billets pour les consommateurs.

#### Quel avenir pour Alstom ?

À court terme, [Alstom n'a pas d'inquiétude à se faire](#). Avec 40 milliards d'euros de commandes - l'équivalent de cinq ans de chiffres d'affaires, Alstom a de quoi voir venir. Mais pour l'avenir, ce sera plus compliqué. Au moment de l'annonce de la fusion, Alstom reconnaissait qu'en dehors de l'Europe, il n'était pas assez compétitif. Cette fusion était donc capitale aux yeux de ses dirigeants. À long terme, cela pose également la question de la pérennité des usines d'Alstom en France. Avec la fusion, le groupe s'était en effet engagé à ne rien fermer. Cela va devenir plus difficile de tenir une telle promesse dans les années à venir.

Pourtant, les salariés du site de Valenciennes sont, eux, contents de la décision de la Commission puisqu'ils craignaient que la fusion ne se traduise par des suppressions d'emplois. "Dès le départ, on savait qu'au niveau de l'emploi c'était pas clair. On n'est pas contre un rapprochement mais de manière intelligente, avec les États dans la boucle, pour créer une sorte d'Airbus du ferroviaire", plaide au micro d'Europe 1 Vincent Jozwiak, délégué Force ouvrière. Quoi qu'il en soit, [Alstom a tiré un trait sur une éventuelle fusion, un jour, avec Siemens](#).